



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Dec. 2016 – n°76

SOMMAIRE

L'Union Européenne dans l'œil du cyclone : et maintenant ? <i>par Bruno VEVER</i>	P. 2
Entre le rêve « américain » d'hier et le rêve « européen » de demain ! <i>par François-Xavier BELLEST</i>	P. 6
Nouveaux enjeux européens : débat avec Markus Schmidt <i>par les administrateurs d'Europe et Entreprises</i>	P. 11



L'Union Européenne dans l'œil du cyclone : et maintenant ?

Bruno VEVER

Depuis une dizaine d'années la construction européenne s'était enlisée dans un immobilisme et une absence de projet fédérateur dont les Européens se voient présenter aujourd'hui la facture exorbitante.

Comme épuisée par ses ultimes avancées d'union monétaire et d'élargissement à l'est, l'Europe communautaire s'était décrétée à elle-même une « fin de l'histoire », s'illusionnant sur ses capacités à fonctionner durablement en « arrêt sur image » malgré toutes ses lacunes, toutes ses faiblesses et toutes ses contradictions. Ce faisant, elle aura fait preuve d'un aveuglement aussi consternant que constant face aux mutations mondiales accélérées qui auront bouleversé la donne dans la plupart des domaines !

Les avertissements à l'Europe n'ont pourtant pas manqué durant toutes ces années : ébranlement de la crise financière de 2008, décrochage grec, écarts croissants de compétitivité entre Etats membres, accélération des délocalisations technologiques, tensions et conflits armés aux frontières occidentales de l'ex-URSS, succès politiques dans les Etats membres d'euroseptiques et europhobes de tous bords. Mais face à cette montée des périls, nos dirigeants n'auront consenti que des colmatages et replâtrages de dernière heure, insuffisants pour ramener la confiance, clarifier les perspectives et réinsuffler du dynamisme en Europe.

Aujourd'hui, l'heure n'est plus aux avertissements mais aux mises en demeure : la libre circulation intracommunautaire n'a pas résisté à l'afflux des réfugiés d'Afrique et du Moyen-Orient, comme aux attaques terroristes sans précédent d'un islamisme radical ; l'intégrité de l'Union à vingt-huit a volé en éclats avec le vote de sécession des électeurs britanniques, sans que les conditions et délais d'une telle sortie aient été éclaircis à ce jour, créant une ambiguïté sans précédent ; le climat de notre voisinage oriental avec la Russie, et même dorénavant avec la Turquie, a atteint une cote d'alerte ; enfin, et pour couronner le tout, l'élection surprise de Donald Trump, dont la vision internationale brutale, volontiers outrancière, les attaques directes contre la construction européenne, directement inspirées par Nigel Farage, et le soutien appuyé au Brexit rebattent forcément les cartes de notre partenariat politique, économique, commercial, défensif et sécuritaire avec les Etats-Unis...

Le sommet à vingt-sept de Bratislava en septembre dernier aurait déjà du tirer les premières leçons de la sécession britannique et commencer à tracer de nouvelles perspectives communes pour l'avenir. Mais nos dirigeants se sont contentés d'un sempiternel renvoi à plus tard, en l'occurrence l'annonce d'une nouvelle « feuille de route » européenne au sommet de Rome en mars 2017 qui marquera le soixantième anniversaire du traité de Rome de 1957. Avec quelles ambitions et quel contenu ?



L'objectif d'une Europe plus efficace et plus « attrayante » a été mentionné, et plusieurs priorités mises en avant : relance de la sécurité antiterroriste et d'une meilleure défense européenne, attitude plus cohérente sur l'immigration avec davantage de contrôles communs aux frontières extérieures, renforcement de l'Europe technologique et industrielle, meilleur appui à la relance économique, association des citoyens et de tous leurs parlementaires à cet approfondissement européen.

Mais dans l'état actuel des mentalités européennes, si décalé de celui des « pères fondateurs », et avec un budget communautaire plafonné depuis des décennies à 1% du PIB européen quand les prélèvements publics des Etats membres confisquent 50% de celui-ci, cette nouvelle feuille de route risque fort de mettre l'accent opérationnel sur des coopérations intergouvernementales et administratives, des émulations et appuis mutuels, voire des échanges de bonnes pratiques, plutôt que sur l'hypothétique relance d'une véritable intégration communautaire qui se verrait dotée des moyens correspondants.

Qui ne voit pourtant qu'au cours des dix dernières années cette conception intergouvernementale de l'Europe, insidieusement substituée par les dirigeants du Conseil européen à l'approche communautaire des traités fondateurs, aura multiplié les signes d'obsolescence et d'impuissance ?

Ses échecs sont éloquentes : vacuité des stratégies économiques dites de Lisbonne (2000-2010) puis Europe 2020 déconnectées des impératifs de restructuration et mise en cohésion liés à l'union monétaire ; éclatement du dispositif de Schengen, laissé à lui-même sans moyens communs ; étiolement de la politique étrangère et de sécurité, étouffée par les rivalités des chancelleries nationales ; et par-dessus tout recul délétère de l'esprit communautaire, victime d'une confrontation permanente des intérêts nationaux.

Mais qui ne voit en même temps qu'une autre approche, directement issue quant à elle du projet communautaire originel, miraculeusement rescapée de toutes les dérives intergouvernementales, et s'appuyant de surplus sur un mode de fonctionnement authentiquement fédéral, aura démontré avec la création et l'affirmation de l'euro ses capacités inédites pour résister efficacement aux chocs tant externes qu'internes et défendre avec succès l'intérêt commun ?

Car l'Europe qui tient bon, en ces temps d'incertitudes, c'est l'Europe de l'euro. C'est bien l'union monétaire, et elle seule, qui aura préservé la stabilité des changes, des échanges, des capitaux, des investissements et des économies en Europe !

Où en serait l'Europe du Conseil européen sans l'euro de la Banque centrale européenne ? Pourquoi ces réticences à souligner l'évidente clarté d'un tel constat dans nos débats politiques actuels, si enclins à valoriser la souveraineté et la prééminence de l'Etat national et s'inquiéter des ingérences, ou au contraire des blocages, des institutions de Bruxelles, sans par contre souffler mot des irremplaçables mérites et des incontournables états de service du fonctionnement fédéral de Francfort, auxquels il ne manque qu'un interlocuteur politique du même acabit ?

Alors, plutôt que prétendre, contre toute leçon du passé comme du présent, construire notre avenir européen sur le sable intergouvernemental des alliances mouvantes et des bonnes intentions qui s'évaporent comme les mirages, ne serait-il pas temps de s'appuyer sur le roc des méthodes communautaires d'intégration qui ont fait leurs preuves, en leur assurant enfin l'encadrement politique,



le contrôle démocratique et la participation citoyenne auxquels une banque, fut-elle centrale et fédérale, ne saurait évidemment, malgré tous ses mérites, satisfaire !

Car on sent bien à présent, après tant d'années de cohabitation bancaire entre deux conceptions antagonistes de l'Europe, qu'une clarification devra bien finir par s'imposer. L'exfiltration en cours des Britanniques, éternels opposants à une Communauté structurée autour d'un intérêt général commun, comme l'arrivée concomitante et tonitruante de Donald Trump, forçant les Européens à assumer leurs propres responsabilités, vont-elles accélérer cette nécessaire clarification ?

L'objectif majeur pour ces Européens, aujourd'hui piégés dans l'œil du cyclone, devrait être de reconquérir ensemble leurs souverainetés dans le monde d'aujourd'hui à travers la seule alternative qui apparaisse crédible face aux géants continentaux : une « souveraineté européenne » enfin perceptible, qu'il nous reste pour l'essentiel à inventer pour pouvoir l'exercer et la faire effectivement respecter.

La France et l'Allemagne, confrontées en 2017 à des élections décisives, seront à l'évidence appelées à jouer un rôle clé dans cette nécessaire relecture et cette indispensable relance du projet européen. Sans un rapprochement décisif de leurs conceptions européennes et de leurs relations mutuelles, si coupablement distendues ces dernières années, rien ne sera possible pour engager les nouveaux chantiers européens qui s'imposent.

Un moyen de concrétiser et valoriser ce rapprochement serait de conclure un nouveau pacte franco-allemand, ouvert aux autres, permettant d'assurer, à travers des avancées mutuelles encore inédites, une réelle solidarité tant en matière de politique étrangère, défense et sécurité commune qu'en appui à l'union économique et monétaire avec une coopération renforcée en matière budgétaire, financière, fiscale et sociale, tout en engageant un effort conjoint d'explication des nouvelles réalités mondiales et des nouvelles exigences européennes auprès de nos citoyens.

Dans les circonstances actuelles, il ne serait ainsi plus déraisonnable d'envisager, à l'instar des vœux sans doute prémonitoires de Michel Barnier, ancien ministre, ancien commissaire et actuel négociateur européen du Brexit, de « réconcilier Charles de Gaulle et Jean Monnet ».

Les temps ne sont-ils pas en effet devenus mûrs, en ce 21^è siècle porteur de défis nouveaux comme d'opportunités nouvelles, pour réparer l'échec européen du « plan Fouchet » en 1962 et rafraîchir les mérites bien jaunis du traité franco-allemand de l'Élysée de 1963, en s'attelant ensemble et résolument à de nouvelles avancées européennes, directement en prise sur les exigences politiques, diplomatiques et sécuritaires d'aujourd'hui et efficacement appuyées par un plus large recours aux méthodes communautaires qui ont fait leurs preuves ?

Les chantiers à engager pour assurer une telle souveraineté européenne ne manqueront certes pas, dans tant de domaines laissés en friche : organisation d'une défense européenne autonome et de capacités communes d'intervention extérieure, agence européenne de sécurité, dispositif européen de protection civile, communautarisation des effectifs douaniers et policiers aux frontières extérieures, aménagement d'un encadrement fiscal européen, revalorisation du budget communautaire autour de projets structurants permettant de vraies économies d'échelle, mise en place d'un trésor européen actif auprès des marchés, démantèlement des freins persistants à l'affirmation d'entreprises et associations de droit européen, actualisation d'un espace social conciliant ouverture et valeurs européennes,



redéfinition d'approches environnementales et énergétiques compatibles sinon communes, relance de l'Europe technologique, plan numérique européen avec intensification des échanges culturels, scientifiques, éducatifs et universitaires, etc.

Alors même que l'Europe paraît aujourd'hui si injustement, si incroyablement et si stupidement reléguée dans l'arrière-cour de nos débats politiques nationaux, ces priorités en déshérence nous ramènent trop souvent, soixante ans après le traité de Rome, face à ce que nous aurions du faire par le passé mais jamais amorcé, ou, pire encore, face à ce que nous avons commencé à faire mais oublié depuis.

« La vie punit celui qui vient trop tard ». Avant-hier, c'était peut-être trop tôt. Mais aujourd'hui, souhaitons qu'il ne soit pas trop tard pour une Europe désormais contrainte de choisir, sans plus d'atermoiements ni d'alternatives, entre le « coming out » de ses fossoyeurs de tous horizons et son propre « come back » sur la scène mondiale et dans le cœur des Européens, qui n'attend pour s'affirmer et réussir que des refondateurs à la hauteur !

Bruno VEVER,
délégué général d'Europe et Entreprises



Entre le rêve « américain » d'hier et le rêve « européen » de demain !

François-Xavier BELLEST

Peu de temps après l'arrivée à la Maison-Blanche de Donald Trump, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne a estimé que le président des États-Unis entraîne le « *risque de voir les équilibres intercontinentaux être dérangés dans leurs fondements et leurs structures* ». Nombreuses sont les sources d'inquiétudes !

En premier lieu, des déclarations de Donald Trump, peu de personnes se risquent – aujourd'hui – à dire si elles seront suivies d'action. Quelles seront les postures à adopter devant l'imprévisibilité de l'homme, sachant que le bloc européen tout comme le bloc asiatique sont (un peu) perdus dans leurs valeurs, leurs structures et leurs positionnements... ?

En deuxième lieu, comment engager l'Europe – qui vient de perdre un de ses membres – dans un débat entre Trump et la Russie, Trump et l'Otan, Trump et son propre pays... ? Comment les instances européennes (structurelles, financières, mais également politiques...) peuvent-elle (re)naître en tant que force et puissance face à un gars qui ne sait pas vraiment ce que Europe signifie ?

Bien sûr, et vous le comprendrez, je n'ai pas la prétention de connaître les bonnes réponses... !

Cependant, poser ces questions me permet d'ouvrir une voie vers cette unité européenne, que beaucoup voient en déclin et où d'autres entrevoient l'occasion de transposer le rêve « *américain* » d'hier en rêve « *européen* » de demain...

Entre déclarations et intentions...

Donald Trump a habitué ses interlocuteurs à ses frasques verbales... Spécialiste du genre, il dispose de la capacité de lancer une idée qui réunit l'adhésion populaire, voire patriotique.

Par un subtil jeu sémantique, il permet aux citoyens d'adhérer à une idée. Idée qu'il ne traduit pas en action car les éléments essentiels ne suivent pas les processus de compréhension. Lorsque l'on adhère à une idée, bien souvent vous l'interprétez avant même de la comprendre... Normal ! Vous interprétez cette idée avec votre point de vue et en fonction de vos référents. Une fois cette étape réalisée vous transposez cette perception dans une réalité qui n'est pas forcément celle de l'autre, qui pourtant adhère également à ladite idée. Entre perception et réalité, il y a souvent un ravin. En effet, entre ces deux choses, il est important de bien se représenter ce dont il est question, puis de le transposer à la réalité, avant de traduire le fait et ainsi porter un message qui sera compris de tous...ou non.



Et c'est ici, dans ce processus sémantique, où Donald Trump excelle !

Pour l'Europe, il suffit à cette dernière de ne pas entrer dans son jeu... Facile, me direz-vous ? Pas tant que cela ! Face à la pseudo désorganisation de l'Europe et face au principe cher à Donald Trump, l'« *American First* » et son protectionnisme exagéré, la tentation de l'Europe devra répondre par une unité infaillible. D'une part, l'Europe n'est pas si désorganisée que cela... Cela fonctionne, mais la machine peine à faire émerger ce qui est bon. Je ne reviendrai pas sur mes précédents plaidoyers pour que l'Europe rayonne. D'autre part, plus un pays se renferme sur lui-même plus il s'asphyxie.

Cependant, pour citer une entreprise mentionnée dans son programme, je vois mal la firme Apple fabriquer tous ses produits sur le territoire des Etats-unis. Cela risque d'être complexe à mettre en œuvre et entraîner l'entreprise dans un positionnement loin de son modèle qui en a fait son succès. Néanmoins, si les soutiens économiques de l'équipe de Trump veulent s'auto-protéger, pas de soucis... Face à la puissance des États-Unis, pas un seul pays (pris en tant qu'individualité) ne pourra faire front. Par contre, l'Europe dispose de tous les moyens pour négocier, pour s'organiser et se protéger collectivement. Qui plus est, avec le départ de la Grande-Bretagne, apôtre d'un libéralisme total, l'Union Européenne a les mains plus libres pour négocier un meilleur équilibre.

Avec cette nouvelle donnée, l'opportunité européenne résidera dans sa vision à long terme pour arriver à ses fins.

Russie, États-Unis et Otan, trois enjeux où l'Europe doit exister plutôt que se replier !

Aversion et attirance envers la Russie...

L'Europe est constamment en mode « *attractivité-répulsion* » dans ses liens avec la Russie ; les Européens sont inquiets de la position que prendra Donald Trump sur sa relation avec la Russie..

Depuis le concept de « Maison commune européenne », énoncé par Mikhaïl Gorbatchev en 1985 et suivi de la chute du mur de Berlin en 1989, l'Europe Occidentale s'est retrouvée face à un nouveau voisin à l'Est. Le lien avec ce nouveau voisin est bien complexe. L'élan d'intégration initié par une Union Européenne soucieuse d'asseoir sa légitimité économique, politique et diplomatique a absorbé dix nouveaux pays de l'Est, démontrant cette volonté de rassembler les peuples sous le même drapeau européen, vecteur de valeurs et de progrès.

Les relations entre la Russie et les États-Unis connaissent aujourd'hui de graves tensions en raison de leur opposition sur le conflit syrien et la crise ukrainienne. L'Europe n'est pas en reste sur ces deux oppositions. Cette détérioration relationnelle, inédite depuis la fin de la « Guerre froide », a commencé après l'annexion de la Crimée en mars 2014 par la Russie, accusée ensuite par les États-Unis de soutenir les rebelles prorusses dans l'Est de l'Ukraine. Enfin, il y a le conflit syrien où les États-Unis et la Russie se livrent deux combats : un combat d'idées et de valeurs, et un combat pour le contrôle économique de l'énergie. Ici aussi, l'Europe ne s'est jamais vraiment positionnée en tant qu'acteur majeur, laissant les États-membres le souhaitant jouer leurs propres cartes.

L'arrivée de Donald Trump ne va pas détendre les interrogations de l'Union Européenne face à la Russie. Un partenariat réinventé entre l'UE et la Russie permettrait un accès au Pacifique et une proximité avec l'Asie et ses acteurs dominants (Chine, Inde, Japon...). L'Union Européenne est déjà



premier partenaire économique de la Russie et celle-ci premier fournisseur d'énergie de l'UE. Mais comment faire avec un Donald Trump capable de tout chambouler ?

Outre la relation Europe-Russie, l'intégration pose évidemment des problèmes culturels et juridiques. Si l'« européenité » de la Russie va de soi, cela ne veut pas forcément dire qu'il est souhaitable qu'elle entre dans l'UE. Même si selon l'article 237 du Traité de Rome (1957) repris dans le Traité de Maastricht (1992) « *tout Etat européen peut en devenir membre* », l'UE englobe une forme juridique particulière avec des structures de pouvoir décisionnel. La Russie est-elle prête à déléguer son pouvoir à un organe supranational ? Ne risque-t-elle pas de bloquer le bon fonctionnement de l'UE en refusant de ratifier certaines propositions ?

Au regard de la Russie, la question turque est également sur toutes les lèvres. Depuis le conflit syrien, l'Europe a donné un chèque en blanc (d'une valeur de près de 3 milliards d'euros) à la Turquie pour gérer la masse des réfugiés syriens. Personnellement, ce processus n'est pas une bonne affaire pour les deux parties. Déléguer ainsi un problème sans en avoir analysé en amont les contours, c'est se faire hara-kiri... D'ailleurs, l'actualité de cette année 2016 l'a démontré, le gouvernement Erdogan a pris quelques « libertés » pour durcir ses positions face à ses opposants. Pas sûr que le deal peut aboutir à une intégration de la Turquie dans l'UE !

A ce jour, la question d'intégration de la Turquie tout comme de la Russie pose de vraies questions, notamment de gérance et d'identité même de l'UE. La question de la démocratie est également un point à soulever dans les deux cas : la Russie a un système démocratique « *en devenir* » et la Turquie semblait vouloir débiter sa « *révolution démocratique* ». Depuis l'annonce de l'arrivée de Donald Trump aux manettes des Etats-Unis, tout cela semble bien difficile à envisager. Quand nous écoutons Poutine se féliciter de l'accession au pouvoir d'un Donald Trump qui le déteste, mais qui dans le même temps l'encense, cela promet ! D'ailleurs les marchés ne s'y sont pas trompés : le jour même de l'élection de Donald Trump, les marchés financiers russes sont passés dans le vert, à contre-courant de la chute des grandes places financières...

Si la Russie venait à intégrer l'UE, les relations américano-européennes en seraient affectées. Ainsi constituée, l'UE serait renforcée et aurait plus de poids sur la scène internationale. L'éventualité de voir ainsi le continent européen se souder sur le plan politique et économique ne serait pas forcément du goût des États-Unis !

La Russie est restée en confrontation avec les États-Unis par-delà la fin de l'URSS. Le rapprochement avec son allié traditionnel européen changerait sa position de force et bouleverserait les relations de l'UE avec le reste du monde

Que fera donc Donald Trump avec la Russie dans un contexte européen ?

États-(dés)Unis et Europe divisée...

À la fin de ce mois de novembre, lors d'un débat avec des jeunes à Luxembourg, Jean-Claude Juncker a confirmé ses préoccupations face à Donald Trump, estimant que l'Europe allait devoir « *lui apprendre en quoi elle consiste et quels sont ses principes de fonctionnement* ». Il y a prédit « *deux années de temps perdu jusqu'à ce que monsieur Trump ait fait le tour du monde qu'il ne connaît pas* ». Visiblement pressé de commencer la leçon il a, avec le président du Conseil européen Donald Tusk, invité Donald Trump à participer à un sommet UE-USA en Europe « *dès que possible* ».



Outre les déclarations de Jean-Claude Juncker, il faut bien admettre que Donald Trump ne connaît pas l'Europe, tout comme ses concitoyens la méconnaissent eux-mêmes. Les Européens connaissent sans doute un peu (mieux) les États-Unis ou du moins certains États-vedettes. Beaucoup connaissent la Californie surtout par ce qu'elle représente, le Nevada par Las Vegas, le Texas pour son pétrole, la Louisiane pour ses catastrophes naturelles à répétition, etc. En effet l'Histoire, l'économie ou la politique confèrent plus de notoriété à certains États plutôt qu'à d'autres. Rares sont les Européens qui savent situer l'Iowa, le Wyoming, l'Oregon (pourtant connu pour ses fraises) ou le Delaware (quoique paradis fiscal). Bref, il est vrai que les États-Unis ont toujours fait rêver, mais le rêve américain n'est pas sorti indemne des crises économiques à répétition et d'autres scandales (peine de mort, tueries dans les écoles, libertés bafouées, etc.).

Des États-Unis, Donald Trump veut en refaire un pays de vainqueur. Discours qui a trouvé écho dans l'électorat d'un pays qui a déjà le culte de la personnalité patriotique (et non nationaliste, en déplaisent à certains). Mais Donald Trump aurait une tendance certaine à vouloir enfermer ce pays sur lui-même. En dehors de toutes considérations géopolitiques, il irait là droit au suicide... Nous avons toujours besoin de l'autre pour vivre... L'Europe est dans le même cas. La poussée nationaliste (et non patriotique) de certains pays membres en est le reflet : la Grande-Bretagne (par Brexit interposé) est un parfait exemple.

Les États-Unis sont vraiment unis derrière leur patriotisme. Ses citoyens ont une certaine dévotion en leur Constitution, leurs convictions, leur religion et enfin leur drapeau. Seulement derrière ce patriotisme, il y a beaucoup de désunions, de mésalliances, et ces États ne sont pas si unis qu'ils y paraissent. Sans entrer dans les détails, outre les disparités (quelques fois énormes) entre les États, les citoyens n'ont pas autant de liberté qu'on voudrait leur en accorder. Le « *rêve américain* » n'existe plus aux États-Unis (s'il a vraiment existé, mais cela est un autre débat !). Mais c'est dans ce rêve que Donald Trump veut emmener ses citoyens... Pas sûr qu'il y arrive en se refermant sur son territoire. La relation des États-Unis avec l'un de ses voisins, le Canada (à la fois l'ennemi et l'ami), le bloc européen, le bloc asiatique et tous les autres pays du monde est primordiale pour sa survie.

De fait, c'est un défi évident qui s'ouvre pour une Europe souvent minée par ses divisions, tant sa relation avec les États-Unis est cruciale militairement, diplomatiquement et économiquement.

Ainsi, au lieu de pousser les États-membres vers un repli national, la situation actuelle devrait les inciter à se serrer les coudes et à renforcer l'Union Européenne. Le Brexit rendait la chose possible, l'arrivée de Trump la rend inévitable. Prémice à ce renforcement, l'armée européenne serait-elle en perspective de se constituer ?

Au temps d'une sécurité européenne...

Comme l'avait déjà laissé présager le président Obama, les États-Unis ont l'intention de se désengager de l'OTAN. L'élection de Donald Trump à la présidence des États devrait précipiter ce désengagement. En conséquence, il est urgent pour l'Europe d'organiser sa sécurité, indépendamment des « *autres* ». Le départ de la Grande Bretagne, qui a toujours refusé la création d'une défense européenne, devrait maintenant permettre d'avancer dans cette direction.

Et ce d'autant que les menaces sont encore bien présentes et que les moyens existant en Europe restent bien dérisoires face à ces dangers, qui plus est, sont dispersés tant sur le territoire européen



qu'au-delà (Afrique, Arabie Saoudite, Qatar, Liban, Libye, Jordanie, Tunisie, etc.).

Même le plus nationaliste des gouvernements européens, en la voix du président hongrois, requiert une force armée commune pour assurer la gestion de frontières de l'Union.

Ce mercredi 30 novembre la Commission européenne a officialisé un plan d'action pour la défense. Sur le bout des lèvres, l'Europe franchirait-elle le pas vers une force armée commune ? Pour le moment son « *plan d'action pour la défense européenne* » reste plutôt modeste et sur une vision à court terme. Cependant, le « *geste* » est à saluer, car il marque un changement de position et augure, probablement, de la constitution future d'une vraie force armée.

Voici les principaux points-presse en la matière :

- *Désormais, la Commission européenne a le droit de s'intéresser à l'industrie de la défense, domaine jusque-là tabou pour cette institution de paix.*
- *L'Europe va également s'engager dans l'innovation technologique militaire lors de la prochaine période budgétaire (2021-2027). Le plan propose de dégager 500 millions d'euros de financement par an, soit 3,5 milliards sur la période.*
- *Autre évolution, la Commission européenne va autoriser la BEI à s'engager plus franchement dans le financement de capacités militaires. Enfin, elle propose un « fonds » pour faciliter les achats en commun de matériel militaire (drones, hélicoptères, outils de cyberdéfense, etc). En regroupant leurs efforts, les Etats feraient des économies d'échelle et obtiendraient davantage avec moins d'argent, plaide la Commission qui estime que l'absence de coopération entre Etats et la fragmentation de l'industrie européenne de défense représentent in fine des surcoûts de 25 à 100 milliards.*
- *Alors que les États-Unis menacent de se désengager de la sécurité européenne si les États de l'Union ne participent pas plus au financement de leur défense, au moins devraient-ils dépenser mieux, plaident l'Otan et la Commission.*

Devant de tels enjeux, l'Europe doit panser ses plaies, s'entendre pleinement entre Etats-membres et exister, non pas se replier sur elle-même...

Ce qui rassure depuis le Brexit et l'arrivée de Trump aux commandes des États-Unis, est que nous n'aurons jamais autant parlé de l'Europe et des Européens/es. Continuons ainsi et repensons l'Europe d'aujourd'hui pour une Europe demain où le « rêve européen » est accessible, et donne envie... !

François-Xavier BELLEST,
Sémiologue, administrateur d'Europe et Entreprises



Nouveaux enjeux européens : débat avec Markus Schmidt

Markus Schmidt, Vice président exécutif de Bosch Automotive Electronics, a débattu le 23 novembre avec ses collègues du conseil d'administration d'Europe et Entreprises de l'évolution de la crise de la construction européenne qui n'a cessé de se confirmer ces derniers mois, et des priorités pour y remédier alors que la France et l'Allemagne auront en 2017 des élections décisives.

Markus Schmidt a rappelé combien le vote des électeurs britanniques en faveur d'un Brexit a pris par surprise l'Allemagne comme l'Europe entière, fragilisant la cohésion déjà bancal de l'Union européenne et ouvrant une période de graves incertitudes. Parmi ses nombreux effets prévisibles, il risque notamment de susciter un départ du Royaume-Uni de nombreux immigrés d'Europe centrale et orientale qui jouaient jusqu'ici un rôle important dans le fonctionnement économique britannique.

L'élection surprise de Donald Trump confirme, après le référendum du Brexit, un phénomène de contestation de l'establishment et du politiquement correct par un nombre croissant d'électeurs des milieux populaires comme des classes moyennes, malmenés par la mondialisation. Elle confirme aussi l'émergence et l'affirmation de leaders de type populiste et autoritaire, déjà perceptible dans d'autres régions stratégiques du monde (cf. Russie, Chine, Inde, Turquie).

Dans le même temps la révolution numérique amplifie les bouleversements de l'économie mondiale, avec des effets multiples dans tous les domaines : on serait d'ailleurs bien inspirés d'analyser les expériences les plus avancées en ces domaines, telle la e-gouvernance engagée en Estonie.

Face à tous ces changements, la construction européenne apparaît très fragilisée, sans leaders européens affirmés, sans identité collective forte, sans projet mobilisateur et sans mise en commun réelle de ses propres moyens. La défense européenne, restée très dépendante des États-Unis, ne manquera pas de se trouver elle-même en situation très préoccupante en cas de désengagement significatif de ceux-ci. Quant au pilier central de l'euro, il reste soumis à rude épreuve et, en l'absence de mesures pour renforcer notre cohésion, ne sera plus indéfiniment à l'abri de toute remise en question.

Sur tous ces sujets, il est grand temps de réagir. L'Allemagne et la France ont des responsabilités particulières pour contribuer à cette nécessaire relance de la construction européenne.

Le débat a fait apparaître de part et d'autre les analyses et commentaires suivants :

L'Europe subit actuellement, avec une crise de la démocratie libérale surajoutée à une crise de toutes les centralités, une remise en question des valeurs mêmes qui ont fondé la construction européenne, avec la montée des nationalismes identitaires, les refus de l'altérité, les affichages d'une « xénophobie



heureuse ». Et au lieu d'éduquer l'opinion aux nouveaux défis de la mondialisation, les États n'hésitent pas à renvoyer la pression sur Bruxelles et en faire un bouc émissaire, avivant l'euro-scepticisme.

L'impopularité de l'Europe est également accentuée par la volatilité de capitaux migrants dégagée de tout encadrement fiscal ou social européen au détriment des résidents nationaux, avec des concurrences qui tendent à se déplacer des entreprises aux États eux-mêmes. L'euro continue d'ailleurs d'être considéré – par la plupart des dirigeants et des responsables politiques – comme un point d'arrivée, au mieux défendu, au pire dénoncé, alors qu'il ne peut constituer, pour être efficace et durable, qu'un point de départ pour de nouvelles étapes d'intégration. On ne réglera pas non plus les questions d'immigration massive venant du Sud sans redéfinir des règles communes, sans se doter de moyens communs et sans relancer le partenariat euro-africain sur de nouvelles bases.

L'absence quasi totale du thème Europe lors des primaires françaises de la droite et du centre confirme un état général de vacuité politique et intellectuelle à cet endroit qui est de plus en plus préoccupant. La communication actuelle sur l'Europe apparaît elle-même très mal adaptée pour répondre efficacement aux messages simplificateurs, basiques et volontiers manipulateurs qui circulent au sein des réseaux sociaux.

N'abandonnons pas pour autant le terrain des critiques de l'Europe aux europhobes : dénonçons au contraire les aspects les plus critiquables de son fonctionnement actuel en soulignant par contre les alternatives indispensables pour y remédier. Il faudrait au moins lister clairement nos erreurs européennes et en tirer toutes les leçons, ce que ne font ni les États ni même les institutions communautaires dont les rapports ont plutôt tendance à contourner ou ignorer ces erreurs : tâchons au moins de ne pas refaire les mêmes, quitte à en faire d'autres...

Parmi les questions qu'il devient urgent de poser :

- Comment concilier les priorités du court terme, incluant des urgences nationales souvent très différenciées (cf. croissance, emploi, dette, etc.), sans nous diviser davantage et sans « injurier l'avenir », c'est-à-dire sans compromettre notre cohésion européenne et notre projet européen lui-même ?
- Face à la mondialisation, aux nouveaux géants continentaux et aux inquiétudes de l'opinion, comment reconquérir nos souverainetés affaiblies à travers plus d'Europe, et non un gel persistant de l'Europe voire moins d'Europe, et comment communiquer efficacement face aux nationalistes « souverainistes » sur un tel objectif ?
- De même, comment concilier plus d'Europe et plus de démocratie, au moment où les deux concepts semblent devenir antinomiques pour beaucoup, et pour quels chantiers prioritaires et quelles valeurs fondamentales ?
- D'une façon générale, comment éduquer les Européens au fédéralisme, ce que les États restent réticents à faire, alors même que ceci devrait permettre aux Européens de doubler leurs attributs démocratiques, avec une citoyenneté européenne s'ajoutant à la citoyenneté nationale pour la compléter et l'optimiser, et non l'amoinrir ? En particulier, comment se doter d'outils européens de communication et de sémantique plus pertinents et plus convaincants, mieux adaptés aux temps actuels et aux attentes des jeunes ?



- À défaut de leaders plus européens, comme de vrais leaders européens reconnus comme tels, ne pourrait-on se tourner davantage vers les citoyens eux-mêmes, bien que l'on peine à ressentir aujourd'hui, de ce côté-là non plus, une vraie motivation à la hauteur des nouvelles exigences ?
- Enfin et plus particulièrement, face à tous ces enjeux, comment faire évoluer la relation franco-allemande, avec les élections nationales des deux pays, en 2017, et trouver de meilleurs équilibres mutuels entre concurrence, émulation, coopération et intégration, le tout dans la perspective d'une vraie relance européenne ?
- Ainsi, face au bouleversement du contexte tant international qu'europpéen, ne devrait-on pas conclure un nouveau traité franco-allemand à la hauteur des enjeux actuels, actualisant celui de l'Élysée datant de cinquante-quatre ans, pour renforcer la coopération mutuelle sur le plan politique, diplomatique, défensif et sécuritaire, autant qu'économique, budgétaire, social et fiscal, tout en proposant aux autres États membres de se joindre à ces nouvelles avancées ?

Suite à ce débat, il a été convenu d'intervenir sur ces bases à l'occasion de la nouvelle feuille de route européenne annoncée à Bratislava par les vingt-sept pour le sommet de Rome de mars 2017, comme à l'occasion de la campagne présidentielle du printemps 2017.

Les administrateurs d'Europe et Entreprises

EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901

Maison de l'Europe de Paris
35 rue des Francs-Bourgeois
75004 Paris

www.europe-entreprises.com

Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette

Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Rédacteur en chef : François-Xavier Bellest

Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association ou en envoyant un mail à : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Éditorialiste : Bruno Vever

Production : Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.



EUROPE & ENTREPRISES
Association for euro-entrepreneurs

Lettres d'Europe et Entreprises – Décembre 2016 – n°76